

Nom	Url avec explications	Description et principaux objectifs	Autorité responsable	Groupes cibles premiers	Pertinence pour la population étudiante	Comment les personnes étudiantes sont-elles exclues ou incluses ?	Bibliographie
Prévention – avant d’accéder au logement							
Diagnostic de Performance Énergétique (DPE)	https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publicques/diagnostic-performance-energetique-dpe https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F16096	Mesure d'information et d'identification des logements. Le DPE est un label de performance énergétique destiné aux logements. Le bailleur est tenu de faire réaliser et de communiquer un DPE lors de la mise en location d'un bien immobilier. Ses objectifs sont les suivants : - Encourager ou rendre obligatoires les travaux de rénovation - Aider les locataires à identifier les logements peu performants à éviter - Sensibiliser à l'impact environnemental de la consommation d'énergie dans le logement	État (Code de la construction et de l'habitation, articles L126-23 à L126-25); ADEME	Les propriétaires sont tenus de le réaliser. Les locataires doivent en être informés.	Peu pertinente.	Cette politique est utile pour aider à identifier les étudiant·es en situation de précarité énergétique, étant donné que la note du DPE est corrélée au risque de précarité énergétique. De nombreuses personnes étudiantes sont locataires dans le secteur privé et donc concernées par cet indicateur. Cependant, les étudiant·es connaissent rarement le DPE de leur logement, ce qui montre que la politique ne parvient pas à informer pleinement cette population. Et même lorsque le DPE est connu, l'information ne fait pas tout. Les personnes étudiantes continuent d'habiter des logements très mal classés sur le plan énergétique en raison d'une offre de logements extrêmement limitée et des loyers élevés. De plus, le mode de calcul du DPE a été modifié à plusieurs reprises, ce qui a conduit à une diminution du nombre de logements classés comme « passoires thermiques ».	
Labels énergétiques (ceci inclut le DPE, mais aussi les labels énergétiques des appareils électroménagers, etc.)	https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F16096 https://www.economie.gouv.fr/particuliers/mes-droits-consos/bien-consommer/appareils-electromenagers-informatiques-et	Politique d'information. Les DPE fournissent des informations sur la performance énergétique et climatique d'un logement. Le propriétaire est tenu de les obtenir afin d'en informer le locataire potentiel. Les étiquettes énergétiques fournissent des informations sur la consommation d'énergie d'un appareil. Les étiquettes énergétiques peuvent être utilisées par les services sociaux ou des programmes tels que SLIME pour identifier des ménages potentiellement en situation de précarité énergétique et les joindre directement. La location de logements très peu performants est progressivement interdite ; cette politique vise à inciter à la rénovation des logements. Un DPE faible permet de bénéficier d'une priorité et de montants d'aide plus élevés pour les aides à la rénovation.	État, Europe	Tout le monde.	Non pertinente.	Les étiquettes énergétiques ne constituent qu'une mesure d'information. Lorsqu'elles sont connues, elles peuvent s'avérer très utiles. Le DPE peut aider à éviter les logements peu performants sur le plan énergétique, source de vulnérabilité. Cependant, compte tenu du coût et de l'offre limitée de logements, les étudiants tiennent rarement compte du DPE lorsqu'ils louent un logement (voir entrée DPE) Les étiquettes énergétiques des appareils électroménagers sont soumises à une logique similaire. De plus, une personne locataire potentielle n'est pas légalement informée de l'efficacité énergétique des appareils du logement avant la signature du bail. Enfin, pour être efficaces, les étiquettes nécessitent une bonne compréhension des dynamiques de consommation d'énergie. Les informations ne constituent donc pas une assistance. Leur impact pour aider en amont est limité.	(AURG 2021)
Garantie Visale	https://www.visale.fr/ https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F33453	Mesure visant à faciliter l'accès au logement privé. La Garantie Visale est un système de garantie soutenu par l'État. La Garantie Visale peut rassurer les bailleurs car elle peut prendre en charge les loyers impayés et les dégradations.	Action Logement (structure semi-privée régie par une convention quinquennale avec l'État et d'autres partenaires)	Adultes de 18 à 30 ans. Les adultes de plus de 30 ans doivent exercer une activité professionnelle et sont soumis à d'autres conditions. Le loyer ne doit pas dépasser un montant fixé. Le bail doit comporter des clauses spécifiques.	Pertinente.	Il existe des critères d'éligibilité stricts qui excluent les personnes étudiantes de plus de 30 ans. Les démarches administratives pour en bénéficier peuvent facilement paraître complexes. Selon une étude quantitative menée par la FAGE, il existe un lien de corrélation entre le fait de bénéficier d'une Garantie Visale et les difficultés à accéder au logement. Ces difficultés augmentent le risque de louer un logement moins cher mais plus énergivore. L'impact positif n'est pas évident, il apparaît toutefois que cette mesure n'est pas suffisante.	(FAGE 2026)
Avance LOCA-PASS*	https://www.actionlogement.fr/l-avance-loca-pass	Mesure visant à faciliter l'accès au logement privé. L'avance Loca-Pass est un prêt sans intérêt destiné à faciliter l'obtention de la caution financière exigée par les bailleurs.	Action Logement (structure semi-privée régie par une convention quinquennale avec l'État et d'autres partenaires)	Tout le monde sous certaines conditions : avoir un emploi ou pouvoir justifier d'un emploi à venir (même pour les personnes en étude)	Peu pertinente.	Ce prêt peut aider les personnes qui ne disposent pas du capital nécessaire pour verser la caution élevée exigée pour louer un logement économe en énergie. Cependant, les critères d'éligibilité couvrent uniquement les personnes étudiantes qui travaillent, ce qui représente déjà moins de la moitié de la population étudiante. Cette mesure est très ciblée et spécifique. Elle ne fait que faciliter temporairement le versement de la caution, mais n'aide pas face à des loyers élevés.	
Résidences CROUS	Exemple régional (Lille) : https://www.crous-lille.fr/se-loger/je-cherche-un-logement/ https://trouverunlogement.lescrous.fr/	Dispositif de logement étudiant public. Ces résidences proposent des logements à loyer modéré. Les chambres sont attribuées en priorité aux étudiants bénéficiaires d'une bourse, sur la base d'un dossier social.	CROUS (établissements régionaux autonomes financés par l'État, dont les missions sont définies par le décret n° 2016-1042 du 29 juillet 2016)	Personne étudiante confrontée à des difficultés financières pouvant nuire à la poursuite de ses études. Les critères comprennent : - Être âgé de moins de 28 ans et inscrit à un cursus éligible - Sous réserve de conditions liées aux revenus des parents de l'étudiant - Nombre de personnes à charge dans la famille - Distance par rapport au lieu d'études	Pertinente.	Le logement CROUS est le moyen le moins cher et le plus simple pour se loger pendant ses études. Les démarches administratives sont simplifiées grâce à un DSE (Dossier Social Étudiant) centralisé. Cependant, un très grand nombre de personnes dans le besoin sont exclues de ce dispositif en raison d'une offre extrêmement limitée. Les CROUS ne disposent que d'une chambre pour 17 étudiant·es ; soit maximum 6 % de la population étudiante. Les résidences CROUS sont globalement sous-financées, en sous-effectif, et les chambres sont souvent jugées de mauvaise qualité, exigus, voire parfois prone à l'insalubrité. Les personnes étudiantes dans le besoin sont identifiées en fonction des revenus de leurs parents, une méthode qui présente de nombreuses lacunes.	(Meimon 2025) (FAGE 2026) (Lafon 2021) (Feres et. Al. 2023)
Identification – déterminer qui est en situation de précarité énergétique							
SLIME	https://programme-slime.fr/	Mesure globale. Le programme Slime permet aux collectivités territoriales de mettre en place une politique ambitieuse et proactive de lutte contre la précarité énergétique. Son objectif est de simplifier les démarches des ménages pour qu'ils puissent bénéficier de l'aide dont ils ont besoin pour sortir de la précarité énergétique. Il s'agit d'un outil polyvalent destiné à sensibiliser, former les parties prenantes du secteur public, identifier les ménages en difficulté et les accompagner vers des solutions durables. Le programme Slime est cofinancé par la collectivité territoriale et les CEE.	CLER Solutions (filiale du réseau Cler, une association dédiée à la transition énergétique)	Le programme Slime est mis en œuvre par les collectivités locales. Le programme Slime s'adresse aux ménages catégorisés en situation de précarité énergétique. Les critères peuvent varier d'une région à l'autre. Les critères par défaut s'appuient sur la grille de catégorisation de l'ANAH, basée sur les revenus fiscaux.	Peu pertinente.	Slime est un programme qui pourrait théoriquement inclure les personnes étudiantes grâce à des mesures adaptées au niveau local. Cependant, les critères reposant sur le revenu fiscal ou le ménage, qui sont les indicateurs statistiques utilisés par défaut par le Slime, excluent les personnes étudiantes. De plus, seules les collectivités territoriales participantes bénéficient de ce dispositif, ce qui, dans la pratique, ne concerne qu'un très petit nombre de personnes étudiantes. Il est probable que les personnes étudiantes bénéficient plus difficilement du dispositif en raison de leur situation de logement mal définie et temporaire. Le CCAS de Grenoble a indiqué en 2022 que seuls 4 % des foyers accompagnés étaient composés de personnes étudiantes.	(Estéban et. al., 2025)

CCAS / CIAS	Service social local. Un CCAS (Centre communal d'action sociale) est un service municipal. Un CIAS est l'équivalent intercommunal. Un CCAS fournit des informations, aide et conseille pour les démarches d'aide sociale, et met en œuvre des initiatives locales (aide d'urgence, aide alimentaire, aide au logement) afin de soutenir les personnes dans le besoin. https://www.aide-sociale.fr/centre-action-sociale/	Municipalité, ou intercommunalité (Loi n° 86-17 du 6 janvier 1986)	Tout le monde. Les personnes qui sollicitent une aide sociale.	Non pertinente.	Les personnes étudiantes connaissent rarement l'existence des CCAS. Pour bénéficier d'un soutien, elles devraient s'adresser à ces derniers, mais cette population est peu encline à demander de l'aide. En effet, en 2017, le public étudiant a été identifié comme le moins susceptible de solliciter une aide financière liée à la précarité énergétique auprès d'un CCAS. De plus, en 2017 seuls 42 % des CCAS déclaraient avoir accompagné des personnes étudiantes. (UNCCAS 2025) (UNCCAS 2024) (UNCCAS 2017)	
MDS	https://www.monparcoursahndi.cas.gouv.fr/#/ossaire/mds Exemple local (département du Nord) : https://services.lenord.fr/trouve-ma-maison-nord-solidarites-de-secteur	Service social local. Les Maisons Départementales Solidarité (MDS) sont des services qui ont une mission première d'accueil, d'information et d'orientation pour toute personne faisant face à une difficulté sociale.	Département	Tout le monde. Les personnes qui sollicitent une aide sociale.	Non pertinente.	De manière similaire à la plupart des services sociaux, les CCAS souffrent régulièrement d'un manque de moyens et ne parviennent pas à répondre à des besoins croissants. Comme il s'agit de services municipaux, les réalités locales peuvent beaucoup varier. L'union nationale des CCAS a révélé, à la suite d'un sondage auprès des structures adhérentes, que la population étudiante est la priorité la moins importante des CCAS, bien que le rapport identifie également que cette population est un nouveau public en difficulté.
ADIL	https://www.anil.org/aniil-et-les-adil/connaitre-aniil-et-les-adil/ Exemple local (Nord) : https://www.adilnord.fr/bp/adil	Service quasi-public local. Agences qui fournissent des informations et des conseils légaux, financiers, énergétiques, dans le cadre du logement. L'ANIL est le réseau national des ADIL et fournit des services de réseau et d'harmonisation de l'information. Les ADIL implémentent des campagnes de sensibilisation et de prévention.	Les ADILs sont des associations agréées par l'État, dont les membres sont principalement des institutions publiques.	Tout le monde. Les personnes qui souhaitent s'informer sur des sujets liés au logement.	Peu pertinente.	Les personnes étudiantes connaissent rarement les ADILs. Pour bénéficier d'informations, les personnes étudiantes doivent le plus souvent faire le premier pas, mais cette population est peu encline à demander de l'aide. Comme il s'agit de services départementaux, les réalités locales peuvent beaucoup varier. Malgré cela, la documentation en ligne produite par les ADIL et l'ANIL est fournie, facilement réemployable, et bénéficie d'une harmonisation graphique lui donnant plus de poids dans son réseau national. Certains départements ne disposent pas d'une ADIL.
SCHS	https://www.vie-publique.fr/rapport/27805-evaluation-des-actions-confiees-par-letat-aux-services-communaux-dhygie	Service social local de santé. Les Services Communaux d'Hygiène et de Santé sont des services municipaux qui interviennent dans le traitement des nuisances que subit la population et qui pourraient porter atteinte à sa santé, principalement dans le domaine de l'habitat (insalubrité, décence), mais sur d'autres sujets également. Les SCHS implémentent des campagnes de sensibilisation et de prévention.	Municipalité (code de la santé publique, Articles L1422-1 à L1422-2)	Tout le monde. Les personnes qui souhaitent bénéficier d'assistance sur des sujets liés au logement insalubre ou les impacts du logement sur la santé.	Non pertinente.	Les personnes étudiantes connaissent rarement les SCHS. Pour bénéficier de support, les personnes étudiantes doivent le plus souvent faire le premier pas, mais cette population est peu encline à demander de l'aide. Comme il s'agit de services municipaux, les réalités locales peuvent beaucoup varier. Les SCHS ont parfois de la documentation en ligne. Les professionnels de santé peuvent connaître les SCHS et les utiliser comme soutien de connaissance si des personnes de leur patientèle leurs remontent des problèmes de logement. Mis à part des actions de prévention à une échelle municipale, les SCHC ne peuvent que fournir des informations utiles et faire des liens, donc une assistance très limitée.

Accompagnement - accompagner les personnes en situation de précarité énergétique

Aide financière pour les factures d'énergie

Chèque Énergie	Allocation annuelle pour l'énergie. Le Chèque Énergie est une aide financière destinée aux personnes ayant des revenus modestes. Il permet de régler des dépenses d'énergie. Les fournisseurs d'énergie professionnels sont obligés de l'accepter comme paiement. Il s'agit d'un chèque d'un montant variable distribué de manière semi-automatique aux foyers avec un faible revenu fiscal. Il a existé un chèque énergie exceptionnel en 2023 pour faire face aux coûts de l'énergie. https://chequeenergie.gouv.fr/ https://chequeenergie.gouv.fr/beneficiaire/faq	État (article 201 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015)	Ménages à faible revenus fiscaux.	Peu pertinente.	Le Chèque Énergie est la principale aide d'État pour l'accès à l'énergie. Il s'agit de l'aide spécifique à l'énergie dont les personnes étudiantes bénéficient le plus. Cependant, de nombreux critères empêchent une éligibilité étudiante. D'abord, pour pouvoir en bénéficier, la personne doit disposer de son propre foyer fiscal (dissocié de celui des parents) depuis au moins deux ans, ce qui exclut une grande partie de la population étudiante, et en particulier sa partie la plus jeune. Ensuite, pour bénéficier de cette aide il faut disposer d'un contrat d'énergie à son nom, ce qui exclut les personnes qui paient leur énergie au travers de charges ou qui vivent en colocation (à l'exception des charges en logement social donné que le bailleur social accepte de réaliser les démarches). De plus, cette aide, si elle n'est pas versée automatiquement (une possibilité seulement dans les cas simples), ne peut être demandée que pendant une période limitée, une disposition qui accentue le non-recours. Que cette aide puisse facilement exclure les personnes étudiantes a été reconnu par le Ministre de l'Économie, amenant à des campagnes de communication et un élargissement de la fenêtre de temps pour la demander. Malgré cela, les barrières les plus importantes persistent, et le sur-demande augmente le non recours en cas de manque de connaissances. Enfin, le montant versé a été structurellement diminué sur les cinq dernières années, car le chèque énergie n'a pas été réévalué malgré l'augmentation des coûts de l'énergie. (AURG 2021) (franceinfo 2024) https://www.economiematin.fr/jeunesse-precarite-energetique-france-alerte-rgal https://www.mes-alocs.fr/guides/aide-logement/cheque-energie/cheque-energie-conditions/cheque-energie-locataire/
Bouclier tarifaire	Politique nationale de l'énergie. Le bouclier tarifaire était un outil fiscal utilisé par l'État pour subventionner et réguler les changements de prix de l'énergie, notamment au travers de réduction de taxes pour les ménages. Le bouclier tarifaire a été mis en place face à la hausse des coûts de l'énergie de 2022 et a pris fin en 2025. https://www.ecologie.gouv.fr/boucliers-publics/bouclier-tarifaire-electricite	État (article 181 de la loi de finances pour 2022) (arrêté du 25 juin 2022 et article 37 de la loi de finances rectificative pour 2022) (décret du 9 avril 2022 modifié par le décret du 14 novembre 2022). (article 29 de la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022) (article 181 de la loi n°2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023) • Le bouclier tarifaire a pris fin en février 2025	Tout le monde.	Relevant.	Cette mesure a agi sur toute la société française en subventionnant l'énergie de manière égale indépendamment des revenus. Les résidences étudiantes avec un statut social ont pu bénéficier de cette mesure pour une durée plus longue que les ménages. L'analyse statistique du gouvernement déclare que le bouclier fiscal a permis de réduire le nombre de ménages soumis à la précarité énergétique à 10,1% en 2023, là où ce chiffre aurait été de 17,9% sans le bouclier fiscal (calculs basé sur le TEE). Cette mesure n'est pas ciblée envers les ménages à faibles revenus. (Ministère de l'Environnement 2020) Cette mesure ayant pris fin, elle ne soutient plus personne.

Aide financières pour le logement

APL / ALF / ALS	Allocation pour le logement. Les APL / ALF / ALS sont trois dispositifs d'allocation pour le logement souvent appelés "les APLs". Il s'agit de versements mensuels personnalisés payés pour aider aux coûts du logement. L'ALS (Allocation de Logement Sociale) a le montant le plus faible mais est la plus largement accessible. L'APL (Aide personnalisée au logement) distribue des montants plus élevés mais a les critères d'éligibilité les plus stricts. L'ALF (Allocation de Logement Familiale) pour les personnes ayant des enfants à charge, ce qui représente très peu de personnes dans la population étudiante. https://www.caf.fr/allocation/aides-et-demarches/droits-et-prestations/logement/les-aides-personnalisees-au-logement https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F1563	CAF (ou MSA - équivalent de la CAF pour le secteur agricole), État (Art. R821-1 et s., particulièrement 831-1 à 831-3 s. du code de la construction et de l'habitation)	Tout le monde, sous conditions de ressources (de soi ou de la famille), et de la situation de logement.	Pertinente.	Avec les bourses sur critères sociaux, il s'agit de l'aide la plus connue et utilisée par les personnes étudiantes. 71% en bénéficient. Car il s'agit d'un versement numérique, il permet d'alléger les coûts de la vie et beaucoup de personnes déclarent en dépendre pour vivre. Cependant, année après année les critères sont renforcés et les montants sont réduits. En 2026, les personnes étudiantes étrangères non-européennes ont été formellement exclues suite à une loi jugée raciste par les syndicats étudiants. L'analyse sociologique de Johanna Lees va jusqu'à conclure que les APL sont structurellement absorbées, agissant comme une subvention pour des loyers artificiellement gonflés. La pertinence des APL est aussi remise en question par sa systématicité et son manque de redistributivité dans le rapport Jolion. (Lafon 2021) (UE 2026) (FAGE 2026) (Lees 2015) (Péres et. al. 2023) (Jolion 2023)
-----------------	---	---	---	-------------	--

FSL	https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F1334	Assistance de dernier recours. Le Fonds de Solidarité pour le Logement apporte une aide financière à une personne qui le demande et qui a des difficultés à payer les frais liés à son logement. Cette aide financière peut prendre la forme d'un prêt ou d'une subvention. Les critères d'attribution dépendent du département.	Départements et parfois des métropoles. (créé par la loi n° 90-449 du 31 mai 1990) (étendu et modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 - LOI n° 2015-991 du 7 août 2015). (Décret n°2005-212 du 2 mars 2005). La gestion financière et l'exécution est souvent déléguée à une institution tierce comme la CAF.	Tout le monde, sous conditions de ressources.	Peu pertinente.	Le FSL est connu et communiqué comme une aide utile en dernier recours en cas de besoin parfois urgent. L'attribution peut parfois être rallongée pour les personnes étudiantes car le revenu des parents peut être audité également. L'attribution peut être refusée si le montant du loyer et des charges est considéré comme incompatible avec les ressources du ménage. Sur le papier, cela peut facilement être le cas des personnes étudiantes : une part disproportionnée de leurs revenus financiers est consacrée au logement et aux charges associées, car de nombreux autres besoins peuvent être couverts par des dispositions non financières. L'inclusion des personnes étudiantes dépend donc de la considération portée individuellement à leur dossier de candidature, souvent complexe.
Aide financière dédiée à la population étudiante						
Bourse sur Critères Sociaux (BCS)	https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F12214 https://www.lescrous.fr/dse/	Bourse d'État pour les études. Versement mensuel (parfois annuel) donné aux personnes étudiantes dans le besoin, sous conditions de ressources familiales. Il y a 8 échelons de bourse avec différents niveaux de soutien. Beaucoup de personnes étudiantes en dépendent pour pouvoir faire des études supérieures. Être bénéficiaire d'une bourse ouvre le droit à de nombreuses autres aides : repas subventionnés, dispense des droits de scolarité, dispense de la CVEC (une contribution obligatoire annuelle à des œuvres étudiantes), accès facilité au logement CROUS, etc. Être bénéficiaire implique des obligations de présence en cours.	CROUS. Les bourses sont définies dans l'Art. L. 821-1 et D. 821-1 du code de l'éducation et fixées par des décrets ministériels annuels)	Personne étudiante confrontée à des difficultés financières pouvant nuire à la poursuite de ses études. Les critères comprennent : - Être âgé de moins de 28 ans et inscrit à un cursus éligible - Sous réserve de conditions liées aux revenus des parents de l'étudiant - Nombre de personnes à charge dans la famille - Distance par rapport au lieu d'études	Pertinente.	Les BCS sont l'aide étudiante la plus connue. Étant un versement numéraire, il allège les coûts de la vie (dont l'énergie) et beaucoup de personnes déclarent en dépendre pour vivre. Les démarches administratives sont simplifiées grâce à un DSE (Dossier Social Étudiant) centralisé. Les personnes étudiantes étrangères et les personnes étudiantes les plus âgées sont formellement exclues. En pratique, des personnes étudiantes avec des situation familiales complexes peuvent se voir refuser l'aide (exemple, parents fortunés qui refusent d'aider leur enfant). Les obligations d'assiduité peuvent pénaliser les personnes qui ne sont pas en mesure de justifier leurs absences auprès de leur établissement (par exemple, celles souffrant de maladies chroniques et qui ne peuvent pas fournir régulièrement de certificats médicaux faute de moyens financiers ou parce qu'elles vivent dans des régions mal desservies). (Lafon 2021) (Jolion 2023) (FAGE 2026) (UE 2026) En 2025, 22% des personnes étudiantes bénéficiaient d'une BCS. Cela est principalement dû à : la non éligibilité des programmes d'étude ; des critères stricts de ressources familiales. Année après année, il y a une exclusion structurelle, car les critères d'attribution et les montants des aides ne suivent pas automatiquement l'inflation. Le système des bourses fait régulièrement l'objet de débats quant à son impact sur la perpétuation de la pauvreté structurelle des personnes étudiantes et du système de familialisation. Les syndicats étudiants réclament régulièrement une refonte complète du système des bourses, ou à défaut des mesures d'urgence comprenant notamment un assouplissement des critères d'éligibilité et une forte augmentation des montants alloués. L'État a promis une réforme, mais seules des mesures partielles ont été mises en œuvre en 2023, et aucun autre changement n'a eu lieu depuis.
Aide spécifique ponctuelle du CROUS	https://www.etudiant.gouv.fr/fr/aides-specifiques-1306 https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/F34073	Aide financière ponctuelle d'urgence. Ce dispositif vise à venir en aide aux personnes étudiantes en situation critique ou ayant des besoins urgents. Il prends deux formes principales : - une aide mensuelle versée pendant un an uniquement, pour les situations non couvertes par les BCS, telles que les situations familiales complexes ; - une aide ponctuelle d'urgence, pouvant, dans certains cas limités, être versée sur décision immédiate en cas d'urgence critique.	CROUS (établissements régionaux autonomes financés par l'État, dont les missions sont définies par le décret n° 2016-1042 du 29 juillet 2016)	Personnes étudiantes ayant besoin d'une aide d'urgence. Moins de 35 ans (exception faite aux personnes reconnues en situation de handicap)	Pertinente.	Cette aide d'urgence est mieux connue que d'autres car elle est gérée par les CROUS. Malgré certains critères excluant, elle couvre la majorité de la population étudiante, elle lui est dédiée. Cette aide peut pallier certaines lacunes d'autres mesures et répondre à des besoins énergétiques d'urgence. Toutefois, cette aide spécifique ne concerne que les situations critiques, les vulnérabilités à long terme et la pauvreté peuvent rester présentes.
Aide mobil-jeune*	https://mobiljeune.actionlogement.fr/connexion?loginfield=rc-tu92f	Aide publique au logement. Allocation logement dédiée aux personnes en apprentissage.	Action Logement (structure semi-privée régie par une convention quinquennale avec l'État et d'autres partenaires)	Personnes apprenties âgées de moins de 30 ans. Critères principaux : - Être apprenti dans une entreprise privée hors secteur agricole - Percevoir un salaire inférieur à 120 % du SMIC - Avoir moins de 30 ans	Pertinente.	Cette aide s'adresse aux personnes en apprentissage, une catégorie étudiante en pleine expansion qui est souvent exclue d'autres aides de par leur statut d'emploi. Cependant les critères sont très stricts, à quel point cela représente une minorité est inconnu. Par conséquent, l'efficacité de cette aide reste assez méconnue, car il existe peu de témoignages à son sujet. Les API sont déduites du loyer servant de base au calcul de l'éligibilité, ce qui complique le cumul des aides. (Lafon 2021)
Autre aide financières						
Aide d'associations caritatives	http://www.secoures-catholique.org/implantations https://www.secourespopulaire.fr/secoures-populaire http://www.croix-rouge.fr/Pres-de-chez-vous http://www.fondation-abbe-pierre.fr/index.php/fondation-abbe-pierre/nos-adresses =	Aide de la société civile. Les associations caritatives disposent d'antennes locales qui peuvent aider de diverses manières : information, accompagnement dans les démarches, médiation, aide alimentaire, aide au logement, aide financière, etc. Certaines de ces aides peuvent ainsi contribuer à limiter l'impact de la précarité énergétique.	Une association caritative telle que le secours catholique, le secours populaire, la croix rouge, la fondation pour le logement...	Tout le monde. De portée locale uniquement. Les critères rendant éligible à l'aide varient entre les localités.	Non pertinente.	Les organisations caritatives peuvent apporter une aide de proximité, leur action est limitée. Étant la plupart du temps généralistes (aidant sur de nombreux sujets), elles peuvent ne pas disposer d'aide ou d'information pertinente pour un public étudiant ou sur des sujets d'urgence. Leur priorité peut être d'autres publics : ménages vulnérables dans la durée, personnes sans abri... Pour bénéficier de support, les personnes étudiantes doivent le plus souvent faire le premier pas, mais cette population est peu encline à demander de l'aide.
Aides à la rénovation						
ANAH	https://www.anah.gouv.fr/	Agence d'État sur le logement. L'Agence Nationale de l'Habitat implémente les politiques nationales relatives au logement. En particulier, elle supervise la gestion des aides à la rénovation, et d'autres aides liées au logement, y compris le secteur privé.	État	Secteur du logement	Non pertinente.	L'Anah distribue de l'aide et supervise France Rénov'. Il s'agit de l'institution qui évalue les dossiers et verse l'aide finale. Elle n'offre pas d'assistance particulière au delà d'informations sur les démarches de rénovation et l'action de France Rénov'.
France Rénov'	https://france-renov.gouv.fr/ https://www.service-public.gouv.fr/particuliers/vosdroits/R69861	Programme de rénovation. France Rénov' est un programme national d'ampleur, géré par l'ANAH. Il vise à promouvoir la rénovation des bâtiments. Il gère un réseau d'information, notamment au travers de "Mon Accompagnateur Rénov'", et supervise une multitude d'aides financières.	Anah, État	Tout le monde. France Rénov' supervise de nombreuses mesures, presque toutes sont ciblées pour les propriétaires. De très rares mesures peuvent être réclamées par des locataires, mais le propriétaire garde un pouvoir décisionnaire, et les travaux sont à la charge du locataire bénéficiaire.	Non pertinente.	Ce programme est très large. Il vise à implémenter les plans sur le logement à toutes les échelles, et supervise à la fois du conseil et de l'aide financière. Cependant, être propriétaire est un prérequis quasi-systématique pour bénéficier d'une aide à la rénovation. Une aide peut être apportée aux locataires, mais elle requiert l'approbation du propriétaire. Les rénovations sont très longues et les dossiers administratifs sont complexes. Les aides France Rénov' sont parfois supprimées sans prévenir, ou voient leurs budgets réduits. C'est ce qui est parfois appelé le "stop-and-go". Cela freine une action coordonnée et de grande ampleur.
Toits D'abord	https://www.fondationpourlelogement.fr/nos-combats/produire-du-logement-social/	Programme de rénovation. Ce programme par la fondation pour le logement des défavorisés vise à offrir des logements rénovés à des locataires très bas pour des locataires à très faible revenus. Le programme est financé grâce à des dons et des CEE.	Fondation pour le Logement des Défavorisés	Locataires à très faible revenus.	Non pertinente.	Les personnes étudiantes peuvent être des locataires à très bas revenu. Toutefois, le programme cible prioritairement des personnes isolées, sans activité ; les personnes étudiantes ont par définition l'activité d'étudier. La Fondation pour le Logement déclare avoir créé des résidences sociales pour jeunes avec ce programme, mais cela reste exceptionnel. Ce programme couvre autour de 500 logements par an. Pour toutes ces raisons, les personnes étudiantes peuvent très difficilement en bénéficier.

CEE (certificat d'économie d'énergie)	Dispositif financier d'économies d'énergies. Ce dispositif est un cadre financier visant à promouvoir la transition énergétique. Les fournisseurs d'énergie ont l'obligation légale de réaliser des économies d'énergie. Lorsqu'ils aident une personne à économiser directement de l'énergie, par exemple via une rénovation du logement, ou lorsqu'ils contribuent financièrement à des programmes certifiés par l'État (dit programmes CEE), ils reçoivent des certificats CEE à la hauteur des économies réalisées. Les fournisseurs paient des amendes s'ils n'atteignent pas les objectifs d'économies. Cette politique permet donc au gouvernement d'identifier et de contrôler les économies d'énergie, ainsi que les orienter vers celles et ceux qui en ont le plus besoin : certains programmes certifiés sont spécifiquement dédiés à la précarité énergétique. Le grand public perçoit les CEE comme des mesures de rénovation, car la majorité des aides financées par ce dispositif dont il peut bénéficier sont désignées sous le nom d'"aide CEE".	État	Fournisseurs d'énergie et consommateur·ices. Les mesures de rénovation dites "aides CEE" s'adressent aux propriétaires.	Non pertinente.	Ce dispositif permet un financement privé de mesures et programmes ayant vocation à économiser l'énergie, ce qui peut aider les personnes vulnérables énergétiquement. Certains CEE sont spécifiquement alloués à la lutte contre la précarité énergétique. L'efficacité de ce levier, et donc une inclusion plus large, dépend de l'ambition des cibles fixées par la politique. À une échelle individuelle : - Une personne étudiante peut bénéficier de programmes de sensibilisation financés par les CEE, il ne s'agit pas d'une assistance en cas de précarité énergétique installée. - Une personne étudiante peut regarder des mesures de rénovation financées par les CEE. Voir ci-dessous	
La prime coup de pouce chauffage	Aide à la rénovation. La prime "Coup de pouce Chauffage" est une aide financière pour permettre le changement des appareils de chauffage d'un logement. Par exemple, remplacer une chaudière à gaz par une pompe à chaleur. Il s'agit d'un exemple d'"aide CEE".	France Renov'	Secteur privé du logement. Propriétaires, ou locataires ayant obtenu l'aval du propriétaire.	Non pertinente.	Ceci est un exemple d'une des nombreuses aides à la rénovation financées par les CEE. Ces aides à la rénovation partagent les mêmes enjeux d'exclusion que d'autres aides à la rénovation financées par de l'argent public, en particulier la nécessité d'être propriétaire.	
La prime coup de pouce isolation	Aide à la rénovation d'ampleur. La prime coup de pouce isolation est un exemple d'"aide CEE" qui permet à des ménages à bas revenu de disposer de fonds quand ils ne sont pas éligibles à d'autres aides Anah/France Rénov'.	État	Propriétaires à bas revenu. Le logement doit avoir plus de 15 ans, est situé en France continentale, être une résidence principale, et ne doit pas être éligible à d'autres aides.	Non pertinente.	Ceci est un exemple d'une des nombreuses aides à la rénovation financées par les CEE. Ses critères sont extrêmement stricts. Complexe et utile uniquement dans certaines situations. Presque aucune personne étudiante ne peut être éligible. Cette aide est un exemple de comment les petits dispositifs destinés à combler les lacunes des autres dispositifs ne peuvent pas non plus servir la population étudiante.	
Système D - débrouille et autonomie						
Do it yourself / Low tech	Le Wiki précarité énergétique étudiante de la Chaire Hope liste des projets étudiants sur la précarité énergétique, dont bon nombre sont des projets DIY / d'innovation de bricolage : https://wiki-hope-etudiant.grenoble-inp.fr/wiki/Cat%C3%A9gorie:Projet Les repair cafés sont des rassemblements où des bénévoles vont aider des volontaires à apprendre et réparer leurs appareils : https://www.repaircafe.org/fr/	Mouvements d'autonomisation. Les mouvements, méthodes et idées low-tech visent à encourager des pratiques et des appareils émancipateurs, réparables, accessibles, répliquables, et sobres. Des objets "low-tech" sont des appareils conçus selon ces idéaux dans une démarche technologique. Au-delà de solutions individuelles, les "low-techs" visent à proposer la base de modèles de société plus sobres. Le DIY suit principalement l'idéal de l'émancipation par l'autonomisation. Ces démarches peuvent être soutenues par des associations qui peuvent fournir des outils, des informations, des guides, etc. Ces associations peuvent être étudiantes et cibler des personnes étudiantes.	De très nombreuses structures, la société civile	Tout le monde.	Pertinente.	Les appareils low-tech, ou les actions DIY, tentent de représenter des démarches de pensée émancipatrices de la technique. Les démarches low-tech et DIY ont été citées de manière répétées dans les documents par des groupes étudiants pour des personnes étudiantes, indiquant leur accessibilité et leur utilité en pratique. Cependant, étant des mouvements citoyens autonomes, ces démarches ont très peu de ressources et de capacité de communication au-delà des autopartages au sein de la population étudiante via les réseaux sociaux par exemple. Les informations sur ces pratiques, ou les guides de fabrication de ces objets, sont rarement connus des personnes étudiantes. Les outils, ou plus important le temps nécessaire pour construire ces démarches et ces objets peuvent ne pas être disponibles aux personnes étudiantes. Il existe donc beaucoup de contraintes structurelles, mais peu de contraintes inhérentes. (HOPE 2023 guide)
Eco-gestes	https://www.ecologie.gouv.fr/eco-nergie-ete	Politique d'information. Les Eco-gestes sont une approche individualiste aux changements de pratique. Certaines structures, comme l'ADEME, peuvent fournir des guides informatifs sur les "meilleures" pratiques individuelles.	État, collectivités, fournisseurs d'énergie	Tout le monde, ayant une volonté de réduire leur usage de l'énergie	Peu pertinente.	Les changements de pratiques individuelles sont accessibles, avec quasiment aucune barrière financière ou administrative. Les écogestes peuvent permettre de réduire la consommation énergétique avec un effet quasiment immédiat, mais seulement dans une certaine limite. De plus, de par leur nature individualiste, cette méthode peut infantiliser les publics précaires. Quand les incitations aux écogestes émanent d'institutions de pouvoir, elles peuvent exercer une forme de violence symbolique où des classes sociales supérieures (pourtant très consommatrices), imposent aux personnes dans la précarité d'être moins gaspilleuses. (Hamman 2025)
Bonus réparation	https://www.economie.gouv.fr/particuliers/mes-droits-conso/bien-consommer/bonus-reparation-comment-ca-marche	Aide à la réparation. Un bonus à la réparation est un montant déduit directement à la caisse pour un service de réparation professionnel. L'objet doit être réparé à un magasin certifié. Cette aide financière, payée par des contributions obligatoires des producteurs, permet de favoriser une économie plus circulaire, combattre l'obsolescence programmée, et promouvoir l'usage long-terme des appareils. Pour une personne étudiante, cette aide peut permettre de réparer un appareil défaillant et ainsi réduire sa consommation énergétique (congélateur défaillant, chauffe-eau qui fuit, etc.)	État	Toute le monde qui effectue une réparation dans une structure certifiée	Pertinente.	Cette politique permet de rendre certaines réparations plus accessibles, et donc économiser du temps et de l'argent pour les personnes étudiantes. Elle permet également de réparer des appareils surconsommateurs. Cependant, le bonus réparation n'est pas nécessairement le plus connu. Même donné cette aide, un service de réparation professionnel peut avoir un coût élevé.
Aide des associations étudiantes		Les associations étudiantes, clubs, BDE, syndicats, sont présentes dans la vie étudiante. Elles peuvent identifier leurs pairs dans le besoin ; partager des informations ; mener des projets transformatifs. Les associations étudiantes contribuent à la vie étudiante et peuvent agir comme un relais très fort de solidarité entre pairs.	Associations étudiantes	Personnes étudiantes	Pertinente.	Les associations étudiantes ont un impact élevé et très direct. Elles peuvent être très proactives et inclusives, les agoras sont un exemple de collaboration entre des structures étudiantes-public-privé réussie pour l'accès à l'alimentation. Sur l'énergie, le succès de la Chaire HOPE a été attribué à l'implication de projets étudiants en son sein. Toutefois, les projets étudiants dédiés à l'énergie sont rares et souvent peu durables. Il n'est pas clair si les connaissances sont correctement transmises entre les générations étudiantes. De plus, les associations étudiantes ont généralement des ressources très limitées, y compris en temps.